



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la
protection des populations**

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service eau biodiversité risques
Unité gestion des procédures environnementales

Installations classées pour la protection de l'environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES DU - 9 DEC. 2025
modifiant les dispositions des arrêtés préfectoraux du 20 mai 2003 et du 9 mars 2018

Syndicat Intercommunal d'Assainissement et d'Eau Potable de QUESTEMBERG
Station d'épuration mixte de LA VRAIE CROIX

Le préfet du Morbihan
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le titre 1er livre V de la partie législative et réglementaire du code de l'Environnement ;
- Vu** le titre 1er livre II de la partie législative et réglementaire du code de l'Environnement ;
- Vu** les articles R 511-9 et 11 sur la nomenclature et les annexes correspondantes et les articles R 512-1 à 517-10 du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du 7 mai 2025 nommant M. Michaël GALY, préfet du Morbihan ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 20 mai 2003 modifié autorisant le syndicat intercommunal d'assainissement et d'eau potable (SIAEP) de la presqu'île de Rhuys à poursuivre l'exploitation de la station d'épuration située au lieu-dit Le Tostal dans la commune de LA VRAIE CROIX, sous la rubrique 2752 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 mars 2018 modifiant les pratiques d'épandage de la station d'épuration ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 22 juillet 2019 relatif aux conditions de fonctionnement et conditions de rejet dans le milieu naturel ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 12 mars 2024 relatif aux conditions de fonctionnement et conditions de rejet dans le milieu naturel ;
- Vu** le récépissé de déclaration de succession du 3 août 2023 actant le transfert de compétence au syndicat intercommunal d'assainissement et d'eau potable (SIAEP) de QUESTEMBERG ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance du 12 août 2024 relatif aux aménagements de la station d'épuration de LA VRAIE CROIX et en particulier la demande de modification du point A2 de la station ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 6 mars 2025 relatif aux modifications du plan d'épandage présentées dans le bilan agronomique d'épandage de la station d'épuration de LA VRAIE CROIX ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 26 septembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 13 octobre 2025 pour observations éventuelles dans le cadre du contradictoire ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant que le dossier est conforme aux prescriptions réglementaires ;

Considérant que la procédure administrative a permis l'expression des différentes parties concernées ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les mesures compensatoires d'accompagnement proposées sont satisfaisantes au regard de la législation sur les installations classées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRÊTE

Article 1 – Bénéficiaire

Le syndicat intercommunal d'assainissement et d'eau potable (SIAEP) de QUESTEMBERG – station d'épuration de LA VRAIE CROIX, située lieu-dit Le Tostal - 56250 LA VRAIE CROIX, est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2 – Modifications apportées aux arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires des 20 mai 2003 et 9 mars 2018

Les dispositions des arrêtés des 20 mai 2003 et 9 mars 2018 sont modifiées comme suit :

1) Article 4-2 « acceptabilité du milieu récepteur – paragraphe eaux parasites » de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2003 :

Le point de rejet A2 de la station est supprimé.

Afin de sécuriser la station, sont mis en place :

- une lagune de 1 200 m³ en lien avec le poste de refoulement en tête de station afin de gérer les sur-verses ;
- un dispositif de mesure du niveau de la lagune de 1 200 m³ ;
- une pompe de restitution en poste fixe des effluents stockés dans la lagune vers le poste de tête de station et sa canalisation associée ;
- un inverseur de source pour le branchement d'un groupe électrogène ;
- un groupe électrogène pour palier d'éventuelles disjonctions du réseau d'alimentation électrique ;
- le renforcement des pompes présentes dans le poste en tête de station.

2) Article 4-3 « Points de rejet » de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2003 :

Le point de rejet présent à l'article 4-3 de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2003 est supprimé.
Le canal de mesure associé à ce point de rejet est laissé en place et obturé.

3) Article 4-10-2 « épandage » de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 9 mars 2018 :

a) Zone d'épandage :

L'épandage est réalisé aux doses agronomiques sur une surface de 242,8 ha reconnue apte à l'épandage sur trois exploitations agricoles (tableau récapitulatif en annexe 1).
Les parcelles concernées par le plan d'épandage sont situées dans les communes suivantes :

BERRIC, LARRE, LA VRAIE CROIX, QUESTEMBERG et THEIX-NOYALO.

Les terrains classés en aptitude 1 représentent une superficie de 56,74 ha où l'épandage n'est autorisé qu'en période déficit hydrique.

Les terrains classés en aptitude 2 représentent une superficie de 185,34 ha où l'épandage est possible toute l'année aux doses préconisées.

Les dispositions des arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires du 22 juillet 2019 et du 12 mars 2024 restent en vigueur.

Article 3 – Voies et délais de recours

RECOURS ADMINISTRATIFS ET CONTENTIEUX

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application informatique «Télérecours citoyens», accessible par le site internet « www.telerecours.f ».

1°) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour ou la décision leur a été notifiée ;

2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté, conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 4 – Application

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès leur notification au président du syndicat intercommunal d'assainissement et d'eau potable (SIAEP) de QUESTEMBERG.

Article 5 – Affichage et publicité

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de LA VRAIE CROIX et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune précitée pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la commune précitée et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer) ;
- l'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 6 – Transmission à l'exploitant

Copie du présent arrêté sera remise au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan (inspection des installations classées), le président du syndicat intercommunal d'assainissement et d'eau potable (SIAEP) de QUESTEMBERG et le maire de LA VRAIE CROIX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le - 9 DEC. 2025

Le préfet

Pour le préfet, par délégation,
Le secrétaire général,

Stéphane JARLÉGAND

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- Mme et MM. les maires des communes de LA VRAIE CROIX, BERRIC, LARRE, QUESTEMBERG, THEIX-NOYALO
- M. le directeur départemental de la protection des populations du Morbihan
- M. le président du syndicat intercommunal d'assainissement et d'eau potable (SIAEP) de QUESTEMBERG

ANNEXE 1

LISTE DES PRÊTEURS DE TERRES SURFACE DU PLAN D'ÉPANDAGE (Ha)

Noms Adresses	SAU	SEP	APT 2	APT 1	APT 0	Exclusions tiers et autres
SCEA EL LHANDI GUILLOTIN Marie-Cécile Kerivean 56230 BERRIC	42,08	39,71	37,72	1,99	2,37	/
GAEC DE KERBOURDIN LE LUEL Jean-Pierre Kerbouardin 56230 QUESTEMBERG	138,55	135,21	99,72	35,49	15,63	/
GAEC NOEL NOEL Jean Michel St Just 56250 LA VRAIE CROIX	70,63	67,16	47,9	19,26	3,47	/
Total	263,55	242,8	185,34	56,74	21,47	/

